



Thinking Africa

PUBLICATIONS
CONFERENCES
FORMATIONS
ENSEIGNEMENT

Réinventer le Leadership Africain

RETRANSCRIPTION DE LA CONFERENCE
THINKING AFRICA DU 29.11.2014 A PARIS



CONFERENCE THINKING AFRICA INTEGRATION REGIONALE & PAIX EN AFRIQUE

Entre les défis de la mondialisation et les enjeux du panafricanisme des peuples.

29 NOVEMBRE 2014 • PARIS

LES INTERVENANTS

AMZAT BOUKARI-YABARA

Docteur en histoire.
Chercheur associé (Histoire et géopolitique de l'Afrique) à l'EHESS

LUCIEN PAMBOU

Economiste et politologue
Editorialiste pour la chaîne TV
AFRICA 24

INTRODUCTION

L'Afrique est le continent qui recense le plus grand nombre d'Etats, au nombre de 54. Chacun partage ses frontières, en moyenne, avec quatre autres. Les climats y sont variés, les ressources naturelles abondantes et la population, jeune, dépassera bientôt le milliard d'habitant. L'Afrique dispose donc de nombreux atouts pour son développement économique.

Pourtant, plusieurs rapports ont souligné la désarticulation des économies africaines. Alors que la frontière entre le Maroc et l'Algérie est fermée, ces pays ne commercent pas entre eux. Il est plus aisé de transporté des marchandises entre le reste du monde et un port africain, que de transporter de la marchandise entre la Centre Afrique et le Kenya.

A l'inverse, les produits européens, importés au-delà de la Méditerranée, inondent les marchés africains. Des efforts ont été faits sur le continent pour favoriser les échanges intra régionaux. Certaines communautés économiques régionales (CER) ont mis en place des zones de libre-échange et des unions douanières. Cependant, les résultats en matière d'intégration régionale sont inégaux. Certaines économies sont moins intégrées et les programmes des différentes CER sont loin d'être harmonisés. Il reste de nombreux problèmes d'infrastructures et de législations qui repoussent l'horizon d'une Communauté Economique Africaine (CEA).

Si pour certains ce projet reste une utopie, les acteurs politiques et économiques du continent s'accordent sur la nécessité d'une plus grande interaction entre les pays africains. Dans un monde où les rapports de forces géopolitiques sont changeants et font émerger de nouvelles puissances, l'Afrique reste encore en marge du commerce international. Comme le souligne l'Union Africaine, l'intégration régionale peut être la solution aux problèmes du continent.

Thinking Africa veut ouvrir le débat en conviant experts et praticiens à un échange sans concession autour des défis et obstacles à l'intégration économiques en Afrique.

LES INTERVENANTS

AMZAT BOUKARI-YABARA

Docteur en histoire.

Chercheur associé (Histoire et géopolitique de l'Afrique) à l'EHESS

Auteur de *Africa Unite! Une histoire du panafricanisme.*

LUCIEN PAMBOU

Economiste et politologue

Editorialiste pour la chaîne TV

AFRICA 24

Auteur de *La mondialisation, une chance pour l'Afrique ?*

LA CONFERENCE - LE DEBAT DES INTERVENANTS
AMZAT BOUKARI-YABARA & LUCIEN PAMBOU

SUR LE PANAFRICANISME DES PEUPLES ET LA RECHERCHE DU MIEUX VIVRE ENSEMBLE COMME FACTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE PAIX

La toute première phrase de votre livre *Africa Unite! Une histoire du panafricanisme* est : « Le panafricanisme est un énigme historique ». Qu'est-ce que le panafricanisme ?

Amzat Boukari (AB) : Le panafricanisme est effectivement une énigme. On peut le comprendre sous trois aspects différents. Il y a un aspect anthropologique, un aspect historique et un aspect politique.

Anthropologiquement, le panafricanisme est une interrogation de type kantienne, qui est posée par les africains déportés dans les Amériques à la fin du 18ème siècle, qui se sont demandés : « Mais qui sommes-nous ? Que pouvons-nous faire et que nous est-il permis d'espérer ? ». C'est réellement une interrogation concernant la connaissance de l'homme par l'homme et de la connaissance de son milieu par l'homme. Il y a donc cette réflexion qui est primordiale et qui a donné naissance au terme « africanisme ». Contrairement à ce que la science politique a pu apporter par la suite, l'africanisme ne désigne pas la science coloniale sur l'Afrique, ou la science des blancs sur les noirs. L'africanisme désigne les survivances culturelles africaines dans les amériques. Anthropologiquement, le panafricanisme est donc l'ensemble des survivances culturelles africaines dans les Amériques.

Historiquement, le panafricanisme est un mouvement qui naît à la fin du 18ème siècle, aussi ancien que le libéralisme et le socialisme, et qui, de manière épistémologique, correspond, dans la division des périodes historiques qui a été faite, à la période contemporaine. Le panafricanisme est né en même temps que l'histoire contemporaine, celle qui commence à partir des révolutions française et américaine notamment. Par conséquent, l'histoire contemporaine de l'Afrique, c'est l'histoire du panafricanisme.

Enfin, le panafricanisme est une doctrine politique, d'un mouvement de libération qui est né en Haïti lors de la révolte des africains à Saint-Domingue contre le système esclavagiste. Par conséquent, puisque ce mouvement est né contre le système esclavagiste, il est de nature anticapitaliste. Il est contre le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme, et il est également contre le principe de l'exploitation du sol et du sous-sol jusqu'à l'extinction de la capacité de régénération des ressources.

C'est une doctrine qui va ensuite mobiliser des militants, notamment dans les Amériques et les Caraïbes mais aussi progressivement sur le continent africain. Tout au long du 20ème siècle, il va donner lieu à des grandes rencontres, des congrès panafricains, et également des mouvements plus alternatifs et plus dissidents comme le Garveyisme de Marcus Garvey, avec cette idée de retourner en Afrique et de redonner l'Afrique aux africains. Et à partir de la fin de la

seconde guerre mondiale, lorsque l'on entre dans la mise en place du nouvel ordre international, notamment celui qui est lié à la fondation de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et aux luttes pour les indépendances, ce panafricanisme va devenir un mouvement de libération et d'unification politique du continent, qui va être incarné par une grande figure, Kwame Nkrumah. Nkrumah plaide pour la mise en place des Etats-Unis d'Afrique, c'est-à-dire un Etat fédéral continental avec un gouvernement qui chapeauterait les questions de souveraineté que sont la monnaie, la défense, la diplomatie et la culture.

Ce projet a été mis en échec par d'autres tendances qui étaient beaucoup plus réactionnaires et conservatrices qui ont abouti à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), va « canaliser » les dynamiques panafricaines et progressivement vider le panafricanisme de sa substance. Cet OUA est devenue l'Union Africaine (UA) en 2002. C'est une organisation qui est en charge de l'intégration du continent. Néanmoins, l'intégration mise en place par l'Union Africaine est davantage économique et, du coup, les aspirations populaires sont rejetées à la marge. L'intérêt de cet ouvrage était de rappeler cette histoire et de resituer les grandes figures, les grands moments et les peuples qui ont accompagné cette lutte qui reste encore à mener aujourd'hui.

Il y a un panafricanisme de libération, il y a un panafricanisme d'intégration. Le panafricanisme de libération a accompagné la décolonisation. Quelle est l'histoire du panafricanisme en tant que force d'intégration ?

AB : Le panafricanisme d'intégration est né du fait de la division. Les Etats qui ont décidé de se mettre ensemble dans l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963 étaient « court-circuités » par des enjeux qui les dépassaient, notamment tout ce qui était lié à la guerre froide. Il y avait la tendance soviétique, la tendance capitaliste, et puis ceux qui cherchaient une troisième voie, soit dans le tiers-mondisme soit dans le non-alignement soit dans le panarabisme pour prendre des Etats d'Afrique du Nord comme l'Egypte de Nasser.

Par conséquent, la plateforme qui a été mis en place au début des années 1960 qui reprenait la forme des Etats nés des frontières coloniales n'était pas en mesure, dans l'intégration, de penser la question des peuples. Il s'agissait principalement de penser la question du pouvoir : Comment garder le pouvoir ? Comment mettre en place un Etat qui soit conforme à des intérêts qui étaient de ceux d'une bourgeoisie comprador qui détenait le pouvoir dans la plupart des Etats ou ceux des régimes militaires qui le détenait également... Tant et si bien que de 1960 à 1975, il y a eu cet effet de contre-balancement entre des dynamiques

progressistes et des dynamiques réactionnaires.

A partir de la crise de 1973, on va rentrer dans une logique d'intégration un peu différente. Avec notamment la mise en place de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) qui va regrouper, dans un même ensemble, une douzaine d'Etats qui étaient des anciennes colonies françaises, britanniques et aussi portugaises et qui va relancer l'intégration du point de vue régional. C'était l'idée que l'intégration au niveau continental étant impossible à réaliser, il fallait, par conséquent créer des régions, unir les différentes régions du continent, et une fois que ces régions seront unies, on pourrait passer à un stade supérieur. Cela va être la voie qui va être suivie : Mettre en place des structures régionales, des structures d'intégration principalement économiques. Avec l'euphorie de cette idée, on va voir apparaître plus de deux cent structures d'intégration, bilatérales, multilatérales, sous-régionales, continentales, extra-contininentales avec d'autres structures comme l'organisation de la conférence islamique (OCI) ou la Francophonie.

A partir des années 2000, l'Union Africaine va décider de rationaliser tout cela, de faire un bilan de ce qui a marché et de ce qui n'a pas marché et de donner un label à un certain nombre de régions. Il y a la vision politique, et identitaire, qui est de garder les 5 régions (Afrique de l'Est, Afrique Australe, Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord) et de rajouter la diaspora comme une sixième région. Et puis, il y a la logique économique qui est de garder des grands ensembles, principalement huit dont L'Union du Maghreb Arabe, la COMESA, la SADC, la CEDAO... Bref, un certain nombre de regroupements qui sont davantage connus par des sigles de la part des analystes internationaux, mais qui sont, en grande partie, méconnus des populations, parce qu'il n'y a pas ce rapport de proximité de la part de ces institutions avec les enjeux locaux.

Le panafricanisme d'intégration, au final, reste encore à construire. Il ne peut se construire que par un changement de paradigme, par une réorientation des priorités et certainement par une repolitisation des peuples, des masses, pour arriver réellement à cette intégration.

Lucien Pambou (LP) : Parler d'un panafricanisme d'intégration à partir des régions, c'est vrai. Or la réalité internationale et mondiale, et les pays africains n'y échappent pas, est une réalité qui est d'abord fondée sur des territoires et des pays. Et ces pays là sont fiers de leur souveraineté. Comment concilier de façon politique et de façon méthodique, à la fois l'existence des pays territoires et justement l'existence des territoires régions ?

AB : C'est une bonne question, sachant qu'il y a des régions qui sont transterritoriales, c'est-à-dire des régions qui ne s'arrêtent pas à une frontière. D'autre part, il y a la problématique des frontières qui, dans bien des cas, n'a pas été réglée. Plus de la moitié des frontières africaines n'ont pas été officiellement délimitées ou démarquées, ce qui pose un certain nombre de flous, notamment dans l'intégration au niveau de marges. On l'a vu dans le cas du Mali avec la gestion du Nord. On le voit dans d'autres territoires où les politiques

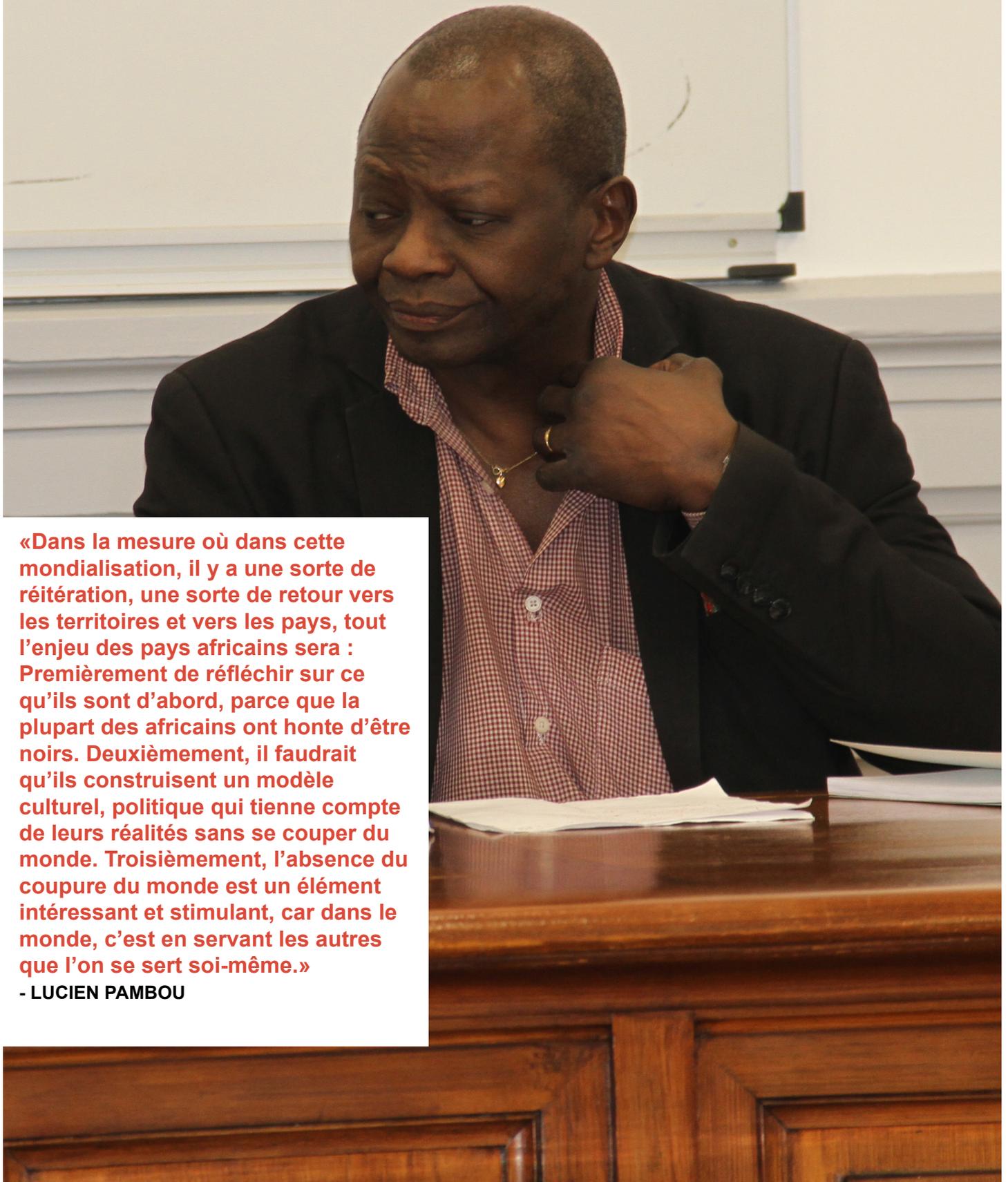
de décentralisation se heurtent à des questions simplement géographiques. On a choisi de maintenir les frontières héritées de la période coloniale. Donc, les frontières de l'empire Ottoman pour l'Afrique du Nord, principalement. Les frontières franco-britanniques, belgo-portugaises et autres concernant le reste de l'Afrique subsaharienne. Il est donc important que les Etats africains réfléchissent à ce qui peut maximiser leurs intérêts, à ce qui pourraient être les couloirs de développement qui défient les frontières. Puisque nous savons qu'aujourd'hui les frontières, bien qu'étant marquées de manière politique, sont traversées

“Lorsqu’un dirigeant comme Thomas Sankara impose le port du tissu traditionnel, le Faso Dan Fani, il ne le fait pas uniquement par folklore. Il le fait parce qu’il est conscient qu’il est important de mettre en avant notre culture et notre identité. Parce que nous sommes depuis un certain temps dans un monde qui, on le veuille ou non, est en déliquescence à travers la mondialisation, en tant que forme d’uniformisation et d’incapacité à préserver les identités singulières. Par conséquent, pour préserver ces identités particulières, il est davantage important d’avoir un mouvement englobant politique, économique et culturel, qui puisse permettre à chacun à l’intérieur de cet ensemble d’être fier et d’assumer son identité.”

- AMZAT BOUKARI-YABARA



Thinking Africa



«Dans la mesure où dans cette mondialisation, il y a une sorte de répétition, une sorte de retour vers les territoires et vers les pays, tout l'enjeu des pays africains sera : Premièrement de réfléchir sur ce qu'ils sont d'abord, parce que la plupart des africains ont honte d'être noirs. Deuxièmement, il faudrait qu'ils construisent un modèle culturel, politique qui tienne compte de leurs réalités sans se couper du monde. Troisièmement, l'absence de coupure du monde est un élément intéressant et stimulant, car dans le monde, c'est en servant les autres que l'on se sert soi-même.»

- LUCIEN PAMBOU

par les peuples, sont traversés par les économies et les flux diversifiés, il est donc nécessaire aujourd'hui d'adapter ces frontières à la réalité.

Pour ce qui est de la souveraineté, c'est un autre enjeu. Et cela passe nécessairement par des engagements des sociétés civiles, des organisations politiques. Je pense qu'un organe comme le parlement africain, que l'Union Africaine a mis en place mais auquel elle ne donne pas un rôle exécutif, devrait être davantage valorisé. Et malheureusement dans la structure de l'Union Africaine, le parlement africain ne deviendrait exécutif qu'en 2034, une fois que les structures économiques, auraient été implantées et consolidées. C'est une erreur, selon moi, de penser que c'est l'intégration économique qui amènera l'unité politique. Puisque, si on part de l'intégration économique, le politique sera nécessairement dépendant de l'économique. Or, sur le continent africain, y compris par la question des frontières et des différences culturelles, nous avons à faire face à une guerre économique, à des systèmes de prédation qui ne connaissent pas de frontières. Par conséquent, pour changer ce rapport de force, il faut d'abord penser l'unité politique, qui est la seule en mesure d'avoir des répercussions sur le plan économique, et qui est la seule manière, je pense, de modifier la place de l'Afrique dans la division internationale du travail, telle qu'elle y est depuis plusieurs siècles déjà.

LP : Je vais faire un peu l'avocat du diable. Est-ce que le paradigme de rupture que vous avez de vœux n'est pas finalement une chimère ?

Sachant que, dans la construction, effectivement, de l'intégration régionale, les pays, membres, sont suffisamment allés loin sur le plan politique, et qu'aujourd'hui ils ont oublié en route, ce que vous appelez, le panafricanisme anthropologique, le panafricanisme culturel, le panafricanisme historique, qu'ils restent sur une variable politique. Et que finalement, cette variable politique les satisfait parfaitement. Et que le paradigme de rupture que vous appelez de vos vœux n'est pas simplement une chimère et simplement ici une approche de théoricien ou d'analyste ?

AB : Non. Ce n'est pas une approche de théoricien, ou d'analyste. Il y a des pratiques populaires qui montrent qu'il

y a des synergies au niveau des peuples qui ne connaissent pas les barrières et frontières qui animent nos dirigeants. Ensuite, il est dans l'intérêt des Etats africains, s'ils veulent réellement se développer, de se développer de manière collective, et non pas individuelle, puisqu'ils n'ont pas les moyens d'imposer quoique ce soit à l'ordre économique internationale auquel ils doivent faire face. Les questions de dettes, les questions d'ajustements structurels, les questions de souveraineté économique et militaire, ont bien montré qu'il n'y a pas d'avenir à rester isolés. Et lorsqu'on

regarde en dehors de l'Afrique, on voit bien qu'il n'y a pas de solution en dehors des grands ensembles géopolitiques qui se mettent en place ici ou là. Il faut donner de la substance à ces ensembles là et cela passe nécessairement, effectivement, par un leadership politique ou une autre vision pouvoir que celle qui est mise en place actuellement. Cela peut être une chimère mais cela reste, selon moi, une rupture nécessaire.

“Il faut avoir des projets ambitieux. Il faut avoir une vision qui soit, à la fois, à court terme pour ne pas effrayer ceux qui sont les plus récalcitrants et qui ne sont pas courageux, à moyen terme pour ceux qui sont un peu hésitants, à long terme pour ceux qui sont radicalement convaincus qu'il faut aller dans ce sens.”

- AMZAT BOUKARI-YABARA

Sur la question de la rupture, du changement de paradigme et des frontières, Joseph Ki Zerbo disait

ceci : «Les puissances d'occupation et d'exploitation européennes ont restructuré les espaces territoriaux en les recomposant selon leurs intérêts». Si les frontières héritées de la colonisation ne sont pas l'avenir de l'Afrique, comment retrouver d'autres frontières économiques, culturelles et sociales ?

AB : Cette question des frontières, je pense qu'il faut l'aborder du point de vue des identités, intérêts et affinités culturels. Si nous nous penchons sur la question anthropologique, il y a des bassins de développement, il y a des bassins de populations qui sont suffisamment proches pour faire fi de cette question des frontières. Maintenant, du point de vue politique, les frontières ont été bloquées par l'OUA en 1964. En cette année là, lors de la conférence du Caire, les frontières ont été déclarées intangibles. Or depuis 50 ans, les frontières n'ont pas bougé sauf très récemment avec la création du Soudan du Sud. On a coupé le Soudan en deux, en estimant qu'il fallait donner un Etat aux arabes du Nord et un Etat aux chrétiens du Sud. Dans l'idée qu'en donnant à chacun un Etat, chacun serait en paix et que le problème serait résolu. Or, lors de la deuxième déclaration du Soudan du Sud, après la déclaration de son indépendance, a été de déclarer la guerre au Soudan du Nord. On voit bien que les

frontières sont pensées selon des intérêts qui ne sont pas africains, puisque dans ce cas, il s'agissait de récupérer le pétrole du Sud et de court-circuiter le régime de Khartoum qui vendait le pétrole aux indonésiens, malaisiens, etc. et de le faire ensuite transborder par le Tchad d'Idriss Deby jusqu'au Golf de Guinée pour l'emmener aux Etats-Unis.

Toutes ces logiques ne sont pas du tout adaptées aux réalités et intérêts locaux des populations. Il faut donc réadapter ces frontières en partant de la cartographie ancienne des anciens royaumes qui existaient qui avaient leurs logiques, qui étaient parfaitement sophistiqués. Le Mali en cela est très intéressant. Le Mali a produit des empires qui étaient particulièrement organisés, sophistiqués et centralisés tout en donnant des espaces aux marges et aux différentes populations. On a vu l'évolution du Mali, entre les 16ème et 18ème siècle, il y a eu des tentatives de créer des Etats théocratiques, à partir de l'Islam. Une réflexion sur ces Etats

théocratiques et ces empires précoloniaux permettrait, selon moi, de repenser l'identité du Mali, et de sortir de la logique de balkanisation qui vise cet Etat. Logique à laquelle s'opposent les dirigeants maliens, sur le simple prétexte que le Mali doit rester uni pour rester fort. Or, on voit bien que le Mali, même en restant uni, n'a pas la capacité de supporter les pressions qui sont autour de lui. Donc, le Mali doit intégrer un ensemble fédéral qui doit tenir compte du fait qu'il représente une mosaïque nationale. Cette question de la mosaïque nationale concerne un certain

nombre de populations du Sahel qui ont intérêt à repenser leur territorialité, leur valeur d'échange, de par la question de la frontière, de par la question du déplacement, de par la question de la mise en place d'infrastructures. Cela est nécessaire et doit mobiliser les historiens, géographes, urbanistes, et anthropologues pour comprendre quels sont ces peuples, quelles sont les affinités, sur quoi peut-on les mettre les ensemble, quels sont les espaces de transactions, hégémoniques comme dirait Romain Bertrand, qui peuvent relancer des processus d'intégration à la fois populaires et économiques.

LB : Si je reviens sur la notion de territoire. Si on regarde du côté de la science politique, on s'aperçoit qu'il y a trois

aspects qui définissent un Etat : Un territoire, une population et un gouvernement. La question est simple, est-ce que c'est possible aujourd'hui dans ce paradigme de rupture ? Et comment on pourrait avoir, au-delà des territoires régionaux, des territoires où les peuples seraient mêlés avec un projet relativement commun et une stratégie commune ?

AB : Sur ce que vous avez évoqué, c'est-à-dire l'Etat, défini comme un territoire, une population et un gouvernement, on a des solutions. Il y a le principe de subsidiarité tout simplement, qui estime que c'est à l'autorité la plus compétente ou la plus proche en mesure de régler le problème qui doit s'y atteler. C'est quelque chose qui existe, qui doit être renforcé et qui doit être développé. Et sur les questions comme celle de la monnaie, de la défense, de la diplomatie et de la culture, il est évident que c'est à l'échelle la plus globale, la plus large et la plus puissante, qu'il faut penser ces thématiques.

Parce qu'aucun Etat seul n'a les moyens de lutter contre les types de menaces qui existent aujourd'hui. On le voit avec le Nigeria qui est l'armée la plus puissante d'Afrique, qui n'arrive pas à régler un problème de banditisme et de terrorisme comme Boko Haram. On le voit avec d'autres territoires confrontés à des bandes qui terrorisent les populations. Ce sont des questions sur lesquels il faut sortir des cadres étatiques parce que les Etats sont défaillants. Parce que les Etats ont capitulé sur un certain nombre de problématiques. Sur la question des droits sociaux, ils ont cédé le terrain aux

Organisations Non Gouvernementales (ONG) humanitaires qui font ce qu'elles veulent et qui dictent la politique à mettre en place à ce niveau là. Par conséquent, il faut retrouver les maillons, les chaînons qui permettent de rapprocher la politique des populations. C'est, pour moi, le point de départ pour ce paradigme là.

Après, il faut avoir effectivement des projets ambitieux, avoir une vision qui soit à la fois, à court terme pour ne pas effrayer ceux qui sont les plus récalcitrants et qui ne sont pas courageux, à moyen terme pour ceux qui sont un peu hésitants, à long terme pour ceux qui sont radicalement convaincus qu'il faut aller dans ce sens.

Comment le panafricanisme, en tant que projet politique,

“Les expériences européennes, sur le plan économique, peuvent-elles servir d'exemples à l'Afrique ?

Il me semble que non. Or malheureusement, les intégrations économiques régionales en Afrique se sont construites sur un modèle européen. Mais pourquoi ? Parce que nous sortions des univers politiques de colonisation mais les chaînes et les schémas mentaux demeurent toujours dans, ce que j'appellerai, l'espace colonial...”

- LUCIEN PAMBOU

peut-il faciliter le développement durable et la paix dans les différents pays du continent ? (En termes de recul du chômage, lutte contre l'immigration clandestine, fuite des cerveaux vers l'Occident)

AB : Déjà, il est important de penser l'économie du point de vue de la culture. Sur les quatre éléments de souveraineté que sont la culture, la monnaie, la défense et la diplomatie, l'Afrique n'en a qu'un, c'est la culture. C'est le dernier bouclier de résistance. On n'a pas de monnaie, on n'a une quarantaine de monnaies sur le continent qui sont des monnaies fantoches et qui, pour la plupart, ne sont pas convertibles. Le Nigeria, la première puissance économique, a le Naira, mais il est obligé de passer par le CFA pour avoir de l'euro, et en fait il est finalement lié au dollar.

Le Rand sud-africain essaie d'agglomérer des monnaies au niveau de l'Afrique australe autour de sa monnaie qui, elle-même, est liée également au dollar.

Ces questions là nécessitent vraiment une réflexion sur la valeur d'échange et les valeurs de transactions. Cela nécessite également la mise en place d'économie de sociétés incluant des capitaux africains à l'échelle continentale. Il y a, sur le continent, quelques fleurons qui sont dans cet esprit là, qui tentent d'impulser cette dynamique, celle d'un panafricanisme entrepreneurial qui soit en même temps solidaire des enjeux économiques et sociaux. Mais néanmoins, ils ne sont pas soutenus par les pouvoirs publics, il s'agit principalement d'initiatives privées. Or ce type d'initiatives privées devrait être davantage encouragé. D'autant plus que très souvent, ce sont des initiatives qui viennent de la diaspora. La diaspora a un rôle à jouer, notamment ceux qui veulent rentrer sur le continent et se lancer dans le grand bain.

C'est un contexte qui nécessite une situation politique suffisamment stable et une clarification du droit africain. Il y a ensuite l'importance de lier cette économie à de la diplomatie locale, notamment dans les zones conflictuelles où il est encore plus important d'avoir ce type de sociétés économiques mêlant des nationalités, mêlant également les différents capitaux de façon à ce que personne n'ait intérêt à ce que ce type de système économique soit brisé de l'intérieur ou de l'extérieur. Il y a également la question de la modernisation de l'administration. Si on veut avoir une vision globale du continent, il faut également harmoniser les systèmes administratifs. Cela passe très certainement par la lutte contre des formes de corruption, par la lutte contre des pratiques illégales liées à des discriminations

ethniques, et donc très certainement par l'informatisation de l'administration. Puisque si on peut corrompre des hommes, on ne peut pas corrompre des machines.

Il y a aussi une synergie qui peut se mettre en place au niveau de la diaspora. La diaspora a un rôle historique à travers l'organisation de congrès, de rencontres et de plateformes. Il est important dans le cadre du panafricanisme d'intégration et du retour sur le continent que les différentes diasporas africaines, présentes ici ou là, comprennent qu'il est dans leur intérêt de s'associer.

Il est important que des associations politiques ou culturelles émanant de la diaspora se rapprochent de plus en plus et forment un seul ensemble au niveau des

différentes diasporas. Cela leur permettra d'avoir plus de légitimité pour parler à un certain nombre d'interlocuteurs économiques et politiques ici et sur le continent. Et cela leur permettra également de mettre en place des projets alternatifs à ceux qui sont développés par les Etats sur le continent.

Enfin, je pense qu'il est important de repenser le rapport à l'autre, de repenser l'identité. C'est en cela que le panafricanisme me semble extrêmement important. Le

panafricanisme d'un point de vue identitaire est quelque chose qui revalorise ce que c'est que d'être africain. Il faut bien comprendre une chose. Le panafricanisme n'est pas contre le métissage, le panafricanisme est contre tout ce qui est en train de nuire à la fierté d'être africain. Lorsqu'un dirigeant comme Thomas Sankara impose le port du tissu traditionnel, le Faso Dan Fani, il ne le fait pas uniquement par folklore. Il le fait parce qu'il est conscient qu'il est important de mettre en avant notre culture et notre identité. Parce que nous sommes depuis un certain temps dans un monde qui, on le veuille ou non, est en déliquescence à travers la mondialisation, en tant que forme d'uniformisation et d'incapacité à préserver les identités singulières. Par conséquent, pour préserver ces identités particulières, il est davantage important d'avoir un mouvement englobant politique, économique et culturel, qui puisse permettre à chacun à l'intérieur de cet ensemble d'être fier et d'assumer son identité.

Pourquoi le panafricanisme des peuples serait-il le préalable de tous les préalables pour une intégration régionale en Afrique?

AB : C'est le préalable, oui. Il ne faut négliger aucune piste. Néanmoins, la piste économique a été choisie et elle n'a pas



Thinking Africa



«Il faut mettre en place au niveau de chaque Etat des organisations politiques avec des programmes communs, relancer des dynamiques du style du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) avec des logiques politiques interterritoriales qui permettront de présenter des candidats dans différents Etats avec la même culture politique, avec la même étiquette politique, avec la même base militante, avec la même organisation déjà supranationale. Tout cela permettra déjà de faire élire dans un temps très court des dirigeants solidaires avec la même vision et capables d'aller ensemble vers le même objectif. Comme cela a été le cas en Amérique du Sud lorsqu'on a vu arriver une vague successive de gouvernements progressistes qui a complètement désarçonné les USA qui ne savaient plus où frapper. »

- AMZAT BOUKARI-YABARA

fonctionné. L'Afrique ne décolle pas. Les taux de croissance africains, même s'ils sont glorifiés, sont ridicules, par rapport à d'où part le continent africain et ne reflètent pas la réalité. La réalité étant que l'Afrique finance une grande partie du commerce international mais ne représente statistiquement parlant que 3%.

D'autre part, la dynamique politique a été capturée par des chefs d'Etat qui, de toute manière n'ont aucune considération pour leurs populations. Et par conséquent, aujourd'hui, il est nécessaire de se tourner vers les peuples, qui ont à leur acquis, la question de la culture, la proximité culturelle et l'intérêt culturel. C'est de cet intérêt culturel qu'il faut arriver à faire émerger d'autres types de pratiques, d'autres types de représentation, politiques, économiques et sociales.

SUR L'INDUSTRIALISATION ET LA MONDIALISATION COMME FACTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE PAIX

Quels bilans économiques, politiques et sociétaux pouvons-nous tirer aujourd'hui des différentes communautés économiques régionales africaines (CEDEAO, CEMAC, COMESA, SADC, UMA) ?

LP : Merci de me donner la parole et cela fera le lien avec ce qu'a dit mon ami Amzat, qui met l'accent sur ce que j'appelle moi un panafricanisme des peuples. On pourrait penser qu'il y aurait aussi une économie des peuples.

Pour répondre de façon très directe à votre question quels sont les bilans que l'on peut faire de l'existence des différentes formes d'intégration régionale ? Ce sont des bilans très contrastés et tout dépend des indicateurs que l'on choisit. Si on choisit l'indicateur de la participation des Afriques et non pas de l'Afrique - Là aussi, je voudrais que les choses soient claires, il n'y a pas une Afrique. On voit l'Afrique comme une espèce d'entité homogène. Bien entendu, l'homogénéité participe du fait qu'il y a une Afrique qui est sous-développée. Mais dans la pratique, dans les conflits, dans les débats économiques, il y a plusieurs Afriques.

D'ailleurs pour revenir à la question : quelles sont les bilans des différentes formes d'intégration régionale.

On peut noter que si on regarde l'Afrique comme pourvoyeuse de matières premières où les différentes formes d'intégration dans lesquels sont enchâssés ces Etats comme pourvoyeuses de matières premières (ou

de ressources agricoles ou minérales), on peut dire en effet que la participation est relativement forte. Sauf que, si on poursuit un peu de manière provocatrice, ce ne sont pas ces pays là qui exportent des produits là, ce sont souvent des grandes compagnies étrangères occidentales, américaines, et aujourd'hui asiatiques. Donc, c'est un bilan qui est relativement mitigé. D'abord ce bilan, il faudrait le lire comment ?

Il faudrait le lire d'abord dans des populations relativement nombreuses - 300 millions pour l'Afrique de l'Ouest, un peu moins pour l'Afrique centrale - et cette participation est une participation faible. Ce sont, dans la conception libérale occidentale, des marchés potentiels, des marchés en croissance puisqu'on va y développer des services, et on veut y développer des biens de consommation. Donc, ce sont des bilans qui, potentiellement sur le plan économique, permettent, depuis la colonisation, la permanence de l'exploitation. De ce point de vue, les pays africains ne sont pas maîtres de leurs destins. C'est une participation est donc une participation marginale. Bien entendu, ils en bénéficient un tout petit peu sous forme de redevance, de royalties, de taxes et d'impôts. Mais on voit très bien que cela reste marginal et qu'il faudrait peut-être effectivement changer les choses.

AB : Je suis tout à fait d'accord sur le fait que les Etats bénéficient marginalement de leurs ressources et les populations en bénéficient encore moins. Je crois qu'il est vraiment urgent de remettre les populations au centre de cette économie et de se recentrer sur les priorités. A ce niveau là, l'Afrique a toujours été pourvoyeuse de matières premières, que ce soit des hommes ou des ressources. C'est toujours le cas aujourd'hui. Je pense qu'il est réellement important de faire cette rupture.

LP : Je rebondis sur votre remarque. Oui. Ce que vous appelez panafricanisme des peuples, je peux appeler cela une économie des peuples,

ou économie populaire, mais encore faudrait-il que les conditions d'organisation de cette économie soient en marche. Or, le projet politique que vous projetez est un projet politique que l'on peut entendre, que l'on peut comprendre. Le problème est que dans la réalité, sur le plan économique, il faut organiser les peuples et les populations.

Organiser les peuples et les populations, qui sont pourchassés dans la mondialisation. Or, aujourd'hui

dans la mondialisation, on a besoin d'un certain nombre d'avantages compétitifs ou comparatifs selon le niveau auquel on se trouve, en termes de formation, en termes d'éducation, en termes d'appropriation de la technologie ou des technologies. Tout un ensemble de choses dont aujourd'hui pâtit l'Afrique, qui semble manquer à l'Afrique, et dont les dirigeants essaient d'apporter des réponses mais dans le mauvais sens.

C'est-à-dire qu'il n'y a pas, et c'est en cela que vous avez raison, de réflexion très approfondie entre le lien existence des populations africaines avec leurs traditions, et insertion ou intégration de ces populations dans des modèles économiques valorisés par la mondialisation. Ce qui est dommage, c'est que le véritable modèle de la mondialisation aujourd'hui est un modèle essentiellement tourné autour du marché, tourné autour de l'échange. Or si vous observez un certain nombre de pays qui réussissent dans cette mondialisation, comme un certain nombre de pays du Sud Est asiatique, même si les taux de croissance aujourd'hui, ont connu un retrait relatif, on s'aperçoit que c'est la production qui joue un rôle important. L'Afrique a les conditions, a les moyens justement d'organiser cette production mais à condition de le vouloir.

AB : Je pense que les dirigeants échouent parce qu'ils ne tiennent pas compte de l'intelligence des peuples et ne savent pas tirer les leçons d'une part. D'autre part, je crois que le défi pour l'Afrique au 21ème siècle est de poser un autre modèle de développement. Parce qu'on ne peut pas se développer de la même manière que les asiatiques du Sud-Est. Par conséquent plutôt que de penser sur la production qui est inscrite dans un système d'hégémonie factice, qui est celui promu par le capitalisme, il faudrait davantage réfléchir sur la capacité à recycler. L'Afrique est en train de devenir le continent des déchets du 21ème siècle. Et c'est par le recyclage que l'on va créer un nouveau type de richesse, respectueux du bien-être des populations et également de l'environnement.

LP : Vous mettez l'accent sur ce que j'appelle la production du recyclage. Mais le problème est que si vous posez la question de cette manière, on peut vous répondre, en disant que si on spécialise, division du travail oblige, les

pays africains dans cette problématique du recyclage, on risque de les percevoir comme étant des sous-traitants d'un modèle dont ils voudraient changer la forme mais dans lequel ils s'y trouvent malgré eux. Allons jusqu'au bout de manière concrète :

Bien entendu, vous avez raison de dire que la plupart des déchets industriels sont stockés ou éparpillés en Afrique globalement. On l'a vu récemment il y a quelques années quand Gbagbo était aux affaires en Côte d'Ivoire, où des boues relativement toxiques, ont été transportées à Abidjan et ont entraîné la mort de milliers de personnes. La question

“Ce qui est dommage, c'est que le véritable modèle de la mondialisation aujourd'hui est un modèle essentiellement tourné autour du marché, tourné autour de l'échange. Or, on s'aperçoit que c'est la production qui joue un rôle important. L'Afrique a les conditions. Elle a aussi les moyens justement d'organiser cette production, mais à condition de le vouloir.”

- LUCIEN PAMBOU

de l'industrie du recyclage suppose la maîtrise d'un certain nombre de connaissances, soulève la maîtrise de la connaissance d'un certain nombre de financements, soulève la question de la maîtrise d'un certain nombre de techniques appropriées. Ces techniques appropriées seraient-elles le fait des africains eux-mêmes en coopération avec l'Occident, ou alors, est-ce que l'Occident n'utiliserait pas en effet, comme il le fait aujourd'hui avec des concepts comme l'Emergence, cela comme une nouvelle fenêtre possible pour pouvoir produire tout en faisant croire aux africains que si nous nous

mettons dans cette économie de recyclage, nous allons monter sur la courbe d'apprentissage, pour pouvoir maîtriser les technologies et apporter des solutions.

Il semble que les solutions idoines passent, et vous l'avez dit, par la réflexion d'abord. La réflexion, de la part des Etats, des capacités de mobilisation intellectuelle, ce qui manque souvent aux pays africains, qui ont des économistes, des chercheurs, des techniciens mais qui préfèrent les modèles importés plutôt que de partir des modèles qui sont importés et construire des modèles qui soient adaptés à leur situation. C'est une première remarque.

La deuxième remarque, vous en avez fait allusion tout à l'heure, porte sur la création des conditions de financement. Créer les conditions de financement suppose, en effet, que les entités régionales s'organisent à la fois de façon politique et de façon économique, ce qui ne semble pas être le cas. Pourquoi ? Parce que les questions de la souveraineté, des pays et des territoires continuent encore de soumettre les africains à ce type de réflexions dont on ne voit pas le bout. Bien sûr, il faut créer un marché des idées, mais ce marché des idées est absolument indispensable et dans mon livre, La mondialisation, une chance pour l'Afrique?, je dis un

certain nombre de choses sur la façon de faire.

Sur la façon de faire, sur les modèles économiques à mettre en place sur le continent : Qu'est-ce que l'Afrique peut tirer comme leçons des différents modèles d'intégration régionale comme celui de l'Union Européenne ou de l'Asie du Sud-Est ?

LP : Bien entendu, toute comparaison est toujours stimulante pour l'esprit. Ne serait-ce que pour la construction d'un projet qui vous est personnel ?

Que peut-on tirer de l'expérience de l'Union économique européenne ? C'est une expérience qui est d'abord politique. Après, la seconde guerre mondiale, il a fallu construire un modèle qui permettait à l'Allemagne et à la France de ne plus se faire la guerre. Il y a eu le traité de Rome en 1957 jusqu'au traité de Maastricht, pour aller vite. L'idée était la suivante : Nous allons passer par l'économie pour que nos problèmes politiques soient résolus. Et parmi ces problèmes politiques, il y avait la guerre. Force est de constater qu'en Europe, sur le plan économique, il y a des tentatives qui sont globalement (et je n'ai pas dit définitivement) abouties, même si cela n'a pas empêché la guerre d'éclorre dans d'autres pays en dehors de l'union économique européenne. Ces tentatives européennes, sur le plan économique, peuvent-elles servir d'exemples à l'Afrique ?

Il me semble que non. Or malheureusement, les intégrations économiques régionales en Afrique se sont construites sur un modèle européen. Mais pourquoi ? Parce que nous sortions des univers politiques de colonisation mais les chaînes et les schémas mentaux demeurent toujours dans ce que j'appellerai l'espace colonial, l'espace des pays développés.

A partir de là, si vous regardez toute la construction du panafricanisme politique, il repose un peu aussi sur ce modèle occidental. Sur le plan économique, on essaie de copier le modèle européen.

Les pays du Sud-Est asiatique sont dans un autre schéma que l'Occident a beaucoup de mal à percevoir. L'Asie se débarrasse de ce qu'elle considère comme des oripeaux, c'est-à-dire la démocratie, alors que, pour, l'Occident, c'est un élément fondamental pour construire une économie. La Chine, pour la prendre en exemple, se débarrasse des concepts de démocratie et construit un modèle qui correspond beaucoup plus à ce que j'appelle du familialisme politique. C'est-à-dire qu'on a un modèle familial et on

fait tourner à travers le parti unique, toutes les relations économiques, sociales et culturelles autour de ce modèle.

Une fois campés, est-ce que ces deux modèles peuvent servir d'exemple à l'Afrique ? Il me semble que non. Parce que dans tout développement économique, les aspects culturels, les aspects traditionnels, les aspects populaires sont des aspects absolument importants. Parce qu'ils permettent de lire concrètement, et c'est ce que nous africains nous ne savons pas faire, le trajet entre ce que nous avons été et ce que nous sommes maintenant. Il y a une sorte de rupture mais dans le mauvais sens. C'est-à-dire

que dans cette rupture, nous nous contentons simplement d'être dans l'actualité dans la modernité, et de ne pas regarder nos structures. Je vais prendre un exemple très concret et très parlant : quand on avait un membre cassé, on n'allait pas à l'hôpital, vous aviez des guérisseurs ou des tradi-praticiens qui savaient résoudre ces problèmes là, à travers les plantes notamment. Aujourd'hui, la plupart des médicaments chimiques ont

comme point de départ une grande partie des plantes que l'on trouve en Afrique. Nous savions dans nos différents empires fabriquer l'huile de palme, nous savions comment stocker les grains, nous savions comment cultiver. Mais aujourd'hui, on a l'impression que tous ces éléments là ont complètement disparu et que nous sommes ancrés dans la modernité.

Donc, je dis simplement ceci : Nous pouvons tirer des exemples intéressants de notre coopération avec l'Union Européenne et avec le Sud-Est Asiatique, mais c'est à nous-mêmes - et c'est un vaste travail, avec nos chercheurs et techniciens - de construire des modèles de développement qui soient appropriés. Ces modèles de développement pourraient commencer par des coopératives villageoises, qui permettraient de mettre les efforts en commun. Ensuite des gens plus instruits, pourraient s'inspirer de ces coopératives pour pouvoir faire éclore un certain nombre d'initiatives. Un exemple, au Sénégal, vous avez une coopérative de femmes pour fabriquer du bissap. Quand elles ont commencé, elles étaient une dizaine et elles sont aujourd'hui cent. Cette boisson énergisante a permis à ces 100 femmes qui étaient absolument isolées de se mettre ensemble et de travailler ensemble, chacune apportant les éléments de sa compréhension de faire le bissap. Et aujourd'hui, elles vivent de la vente de leurs produits. Et elles ont comme projet de passer à une phase industrielle. C'est vrai pour le bissap. C'est vrai aussi pour les femmes qui, surtout du

“Il est important dans le cadre du panafricanisme d'intégration et du retour sur le continent que les différentes diasporas africaines, présentes ici ou là, comprennent qu'il est dans leur intérêt de s'associer.”

- AMZAT BOUKARI-YABARA

côté du mali, tu Togo ou du Niger, sont spécialistes de la teinte des pagnes. Il y a donc des expériences populaires, venant du peuple, qui sont intéressantes et qui méritent d'être analysées pour éventuellement commencer un début de développement.

AB : Au sujet de la modernité. Je ne pense pas que nous soyons dans la modernité, vu le degré de barbarie et de misère qui règne un peu partout. Je crois que nous avons encore beaucoup de chemin à accomplir. Précisément, sur ce point là, l'Afrique doit apporter sa contribution. Et c'est l'équilibre de l'Afrique qui redonnera un équilibre au monde.

Sur les expériences populaires. Il y a eu beaucoup de projets panafricanistes de ce genre. Le président Julius Nyerere les a organisé au niveau de la Tanzanie, mais a été immédiatement boycotté par le système économique international. Sankara l'a fait au Burkina Faso dans les années 1980 en montrant qu'un pays pouvait se développer sans aide (internationale), ce qui réglait la question de la dette, et l'on a éliminé physiquement parce que justement il touchait à ces intérêts là. Et Sankara a été éliminé juste avant la vague néolibérale. Donc, on voit bien qu'il s'agit aussi d'une question de rapports de force et que les expériences populaires existent au niveau des peuples mais qu'au niveau politique, il y a une incapacité à se montrer courageux, et à faire de ces expériences populaires des expériences nationales et panafricaines.

Vous aviez parlé des femmes. Les femmes sont effectivement très actives. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, elles gèrent d'importants commerces et stimulent l'économie. Et donc la question de la condition féminine peut aussi se poser d'un point de vue économique.

LP : Je suis d'accord avec ce que vient de dire Amzat. Concernant les femmes, non seulement la condition féminine peut se poser d'un point de vue économique, elle peut aussi se poser, - et je trouve que les femmes sont trop marginalisées, pas seulement en Afrique - du point de vue politique, au nom de la parité, au nom de la différenciation - pas dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire la

différenciation dans un sens complémentaire. Pourquoi ? Parce que les femmes, et ça tout le monde le sait, à la fois dans l'économie domestique, dans la tenue de la cellule familiale, jouent un rôle très important. Il faudrait qu'elles partent de la cellule familiale domestique pour jouer un rôle important dans la cité sur le plan politique. Et j'espère que les choses vont se faire même si elles se font très lentement. Je voudrai revenir à un élément important. Celui de la gouvernance dans la mondialisation. Si on accepte l'idée qu'il faut vivre avec son temps attendant, cher Amzat, que cette économie populaire des peuples, que vous attendez de vos

vœux, arrive, il faut néanmoins agir sur le court et moyen terme. Sur le court et moyen terme, quel est le problème qui est posé aux africains dans la mondialisation ? C'est celui de la gouvernance, politique, économique et culturelle. A propos de la gouvernance politique, et vous l'avez évoqué, le problème est que les pays africains ne sont pas maîtres de leurs destins. Ce sont peut-être des pays souverains, et même demain, si on arrive à réfléchir sur un projet politique sur un plan géographique régional, il faudrait veiller à ce que la gouvernance politique soit une gouvernance au service des peuples, or cela ne semble pas être le cas aujourd'hui. Quand vous regardez l'organisation spatiale et politique de la plupart des Etats africains, même

s'ils sont regroupés sur la forme de l'Union Africaine, on a l'impression que leur marge de manœuvre est complètement limitée. Parce que d'abord, ils sont peut-être responsables chez eux, mais ils n'ont souvent pas les moyens financiers et politiques de leurs propres politiques. Deuxièmement, ils sont dans des relations de coopération régionale entre eux, mais aussi en dehors. Ils préfèrent en effet être dans des organisations régionales mais plutôt se comporter comme des Etats vis-à-vis d'autres Etats et d'autres organisations régionales plutôt que de commercer entre eux.

Quand vous regardez le commerce intra-africain, entre pays et entre blocs régionaux, vous vous apercevez qu'on tourne autour de 0,5 et 1%. Bien sûr, on peut objecter en disant qu'il n'y a pas d'infrastructures, qu'il n'y a pas de couloir énergétique, qu'il n'y a pas de financement. Sauf que certains regroupements régionaux comme la CEDAO sont un peu plus avancés par exemple qu'en Afrique centrale [–

“Dans tout développement économique, les aspects culturels, traditionnels et populaires sont des aspects absolument importants. Parce qu'ils permettent de lire concrètement le trajet entre ce que nous avons été et ce que nous sommes maintenant. Il y a, chez les Africains, une sorte de rupture mais dans le mauvais sens. C'est-à-dire que, dans cette rupture, nous nous contentons simplement d'être dans l'actualité et dans la modernité, et de ne pas regarder nos structures.”

- LUCIEN PAMBOU

Bon aujourd'hui Ebola est venu y mettre un coup de frein et il faut espérer que ce coup de frein sera un coup de frein temporaire et que les choses vont redevenir normales -].... Il y a, en Afrique de l'Ouest, un passeport, qui permet chaque habitant de l'Afrique de l'Ouest de voyager, de supprimer les frontières alors que c'est absolument impossible en Afrique centrale.

Ensuite dans cette mondialisation, les pays agissent de façon très isolée. Récemment, il y a eu un forum sur les infrastructures au Gabon, un forum sur les infrastructures au Congo-Brazza, il y a eu des conférences au Maroc. Il n'y a pas d'adhésion, il n'y a pas de liens entre ces différentes conférences. Chacun à sa manière estime ou s'estime être premier dans son rapport à l'Occident, parce qu'il y a ça aussi. D'où la difficulté à la fois pour construire des régions

territoires au sens large, la difficulté de s'entendre quand il y a des conflits. Force est de constater que la plupart des pays ont beaucoup de mal à s'organiser parce que la mondialisation, ce n'est pas simplement l'économie, c'est aussi la sécurité, c'est aussi la paix, c'est aussi des peuples qui vivent dans des très bonnes conditions. Les pays africains sont incapables d'apporter des réponses collectives parce qu'ils fonctionnent encore, dans la mondialisation, comme des Etats isolés. Or la véritable réponse économique serait d'abord une réponse d'une organisation collective. Il faut d'abord organiser les régions. Une fois qu'on a organisé les régions, il faut se poser la question, comment on fait pour développer des projets collectifs ? Je suis d'accord avec vous, Amzat, sur le fond,

mais sur le court terme, il faut que je vive, il faut que j'apporte des réponses immédiates, à ce type de questions. Créons une banque commune dans laquelle il y aurait un apport de tous les Etats, le reste viendrait sous forme d'emprunts. Sachons mettre la priorité. Le problème est que les Africains ont un peu compris, il faut développer les infrastructures. Mais on développe des infrastructures pour développer des infrastructures, sans mettre au bout des projets sociaux, comme des entreprises, comme des centres de formation, comme l'éducation. Or pour l'instant, on se contente de développer des longs corridors, des infrastructures, très bien. On espère que sur ces infrastructures rouleront

des voitures, mais des voitures que nous ne fabriquons pas, des voitures qui vont seulement contribuer à polluer un environnement qui pour l'instant reste plus ou moins protégé, mais jusqu'à quand ?

AB : Le constat que vous faites rejoint l'idée qu'il est nécessaire d'aller vers des Etats-Unis d'Afrique. Les Etats seuls, isolés, ne peuvent rien faire et doivent s'unir politiquement et c'est à cela que Krumah appelait déjà en 1963 avant qu'on mette en place une organisation qui, au contraire, était majoritairement dominé par des personnes qui voulaient rester seul face à Paris, seul face à Washington, et qui ont conduit les peuples à être mis sur les éteignoirs et les Etats à être complètement délégitimés de leurs souverainetés. Sur ce point de vue, nous sommes

d'accord.

Concernant la gouvernance politique, effectivement, il faut s'inspirer de l'histoire. Il faut voir quels ont été les modèles qui ont fonctionné jusqu'à une certaine époque et comment les relancer.

On a parlé des femmes, il y a des Etats qui ont eu des grandes histoires avec des femmes. Il y a eu des dynasties des reines à Madagascar. Il y a eu les Ashanti au Ghana également où il y avait deux conseils, celui des hommes le matin, et celui des femmes le soir. Et au moment de la conquête coloniale, les hommes s'étaient réunis le matin en disant qu'ils n'allaient pas faire la guerre et pactiser avec les britanniques. Ce sont les femmes qui lors de leur réunion du soir ont dit

aux hommes qu'il fallait faire la guerre et les hommes ont suivi. Il y a donc des expériences qui montrent aussi que les femmes peuvent avoir la capacité à prendre en main le destin de la cité, et eon le voit tous les jours à des niveaux peut-être plus locaux.

Sur la question de l'organisation : Le modèle n'est ni vers l'Europe, ni vers l'Asie du Sud-Est. S'il doit être à un endroit particulier, il doit être vers les diasporas, vers l'Amérique du Sud, vers la Caraïbe. C'est dans ces espaces là que l'on voit de nouvelles formes de politiques, des nouvelles formes de gouvernance, de nouveaux modes de redistribution des richesses et de ressources, de nouveaux types de constitutions extrêmement progressistes. Ce sont donc vers

“Anthropologiquement, le panafricanisme est l'ensemble des survivances culturelles africaines dans les Amériques. Historiquement, le panafricanisme correspond à l'histoire contemporaine de l'Afrique. Politiquement, le panafricanisme est de nature anticapitaliste, il est contre le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme, et il est également contre le principe de l'exploitation du sol et du sous-sol jusqu'à l'extinction de la capacité de régénération des ressources. ”

- AMZAT BOUKARI-YABARA

ces territoires qu'il faut se tourner, en sachant que dans bien des cas, comme dans celui du Venezuela de Chavez, ils ont pris exemple sur ce que des personnes comme Sankara avait promu. En ce sens le panafricanisme avait inspiré le bolivarianisme. Le bolivarianisme est né de cette idée d'unité. Maintenant les deux mouvements ont connu des trajectoires différentes, parce que dans le cas des colonies espagnoles, il y a eu l'émergence de mouvements sociaux progressistes et unis qui a permis de contrebalancer le rapport aux puissances étrangères. En Afrique, ce n'est pas le cas, et donc il faut relancer cette dynamique là. Il ne faut pas passer par la question des régions, il faut passer par la question des organisations politiques. Il faut mettre en place au niveau de chaque Etat des organisations politiques avec des programmes communs, relancer des dynamiques du style du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) avec des logiques politiques interterritoriales qui permettront de présenter des candidats dans différents Etats avec la même culture politique, avec la même étiquette politique, avec la même base militante, avec la même organisation déjà supranationale. Tout cela permettra déjà de faire élire dans un temps très court des dirigeants solidaires avec la même vision et capables d'aller ensemble vers le même objectif. Comme cela a été le cas en Amérique du Sud lorsqu'on a vu arriver une vague successive de gouvernements progressistes qui a complètement désarçonné les USA qui ne savaient plus où frapper. Concrètement, c'est dans cette logique là que l'on doit s'organiser, il n'y a absolument rien à attendre de l'Union Africaine.

Le panafricanisme politique de l'Union Africaine, ce n'est pas du panafricanisme. C'est du néolibéralisme type Union Africaine. Le véritable panafricanisme à faire émerger aujourd'hui est éminemment politique et populaire et passe par ce type d'organisations qui sont sur le terrain et qui investissent à la fois les campagnes et les villes secondaires. Il faut repolitiser les masses. Il faut avoir des projets qui dépassent le micronationalisme et qui permettent à l'Afrique de proposer un front uni par rapport à ceux qui sont en face et qui eux sont unis pour piller le continent. Il est extrêmement urgent de mettre en place une réponse collective.

Il faut se poser la question des logiques néolibérales qui se mettent en place en Afrique, notamment avec l'axe Est-Africain de l'Egypte à l'Afrique du sud : Quelle place ces logiques néolibérales accordent-elles à la vie ? Regardez l'Afrique du Sud. La victoire contre l'Apartheid est une grande victoire du panafricanisme, ce fut un combat qui a mobilisé les africains de toutes nationalités. On espérait qu'une fois libéré, le pays n'allait pas embrasser la logique néolibérale et l'introduire dans l'idée panafricaine mais qu'il allait au contraire assumer sa responsabilité qui était de prendre en charge la défense de la veuve et de l'orphelin. Cela l'Afrique du Sud n'a pas été en mesure de le faire. L'Afrique du Sud

aujourd'hui est capable d'assassiner des mineurs parce qu'ils demandent 30 centimes d'augmentation. Donc, on ne peut pas non plus cautionner une vision d'intégration néolibérale qui repose sur ce genre de considération. Il faut nécessairement un projet économique et social solidaire et respectueux des populations et capable de donner une place à chacun dans la logique.

Un dernier mot pour conclure, M. Pambou ?

LP : Un modèle de rupture, nous sommes d'accord. C'est bien l'objectif de mon ouvrage La mondialisation, une chance pour l'Afrique ?, sur la mondialisation avec quand même une emprise, bien entendu, des blocs régionaux.

En revanche, le modèle que vous postulez d'organisation politique, est, en effet, un concept qui, intellectuellement, est séduisant mais qui ne peut, là encore, que s'inscrire dans le très long terme. Dans la mesure où dans cette mondialisation, assez bizarrement, il y a une sorte de réitération, une sorte de retour vers les territoires, une sorte de retour vers les pays.

Tout l'enjeu des pays africains sera premièrement de réfléchir sur ce qu'ils sont d'abord, parce que la plupart des africains ont honte d'être noirs. Deuxièmement, il faudrait qu'ils construisent un modèle culturel, politique qui tienne compte de leurs réalités sans se couper du monde. Troisièmement, l'absence du coupure du monde est un élément intéressant et stimulant, car dans le monde, c'est en servant les autres que l'on se sert soi-même.





Thinking Africa



REINVENTER LE LEADERSHIP AFRICAIN

THINKINGAFRICA.ORG



Face aux enjeux de la mondialisation, aux défis de l'intégration politique et économique, aux menaces de la déstabilisation, les africains - en tant que nations, groupes et individus - se doivent de fournir des réponses et des solutions qui leur permettent de se positionner efficacement, d'imaginer leur devenir individuel et collectif, et d'avancer dans la paix et la stabilité. **Thinking Africa** produit des idées, des formations et des stratégies qui permettent de répondre aux challenges locaux, nationaux, régionaux et internationaux que l'Afrique et les leaders africains doivent relever. Etes-vous prêt(e) ?

PUBLICATIONS • CONFERENCES • FORMATIONS • ENSEIGNEMENT

A PROPOS DE LA CONFERENCE

La conférence Thinking Africa a été préparée et animée par Mara Jorge et Patrick Ifonge.

Elle s'est tenue le 29 novembre 2014 de 14h à 17h à l'Université Panthéon Assas, 12, place du Panthéon, 75005 Paris.

A PROPOS DE THINKING AFRICA

Créé en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et d'experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix.

Thinking Africa fournit une expertise sur la résolution et la gestion de conflits en Afrique et contribue à la paix en préconisant des solutions efficaces sous la forme de notes stratégiques et formations mais aussi d'événements scientifiques et d'entretiens.

Depuis plus de 10 ans, les membres de Thinking Africa, forment, à travers le continent, des officiers supérieurs, des hauts fonctionnaires et des membres de la société civile.

Face à l'Afrique des ressources naturelles et matières premières, Thinking Africa met l'accent sur les Hommes et la matière grise, afin de contribuer à la création d'un vivre ensemble partagé dans la paix.

Une vision : Construire une Afrique dans laquelle les Africains en sont les premiers et principaux bénéficiaires.

Une mission: Réinventer le leadership africain.

• NOUS CONTACTER

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d'Ivoire

Mara Jorge
Responsable Conférences
Email : jorge@thinkingafrica.org
Tél. : +33 684 00 89 41

Adeline Gnahoua Touali
Secrétaire Générale
wawa@thinkingafrica.org
Tél.: +225 05 33 43 00



Thinking Africa

REINVENTER LE LEADERSHIP AFRICAIN

Thinkingafrica.org
Facebook.com/thinkingafrica
Youtube.com/thinkingafrica1
Twitter.com/thinkingafrica1